

Alors que Mohammad Morsi vient d'être contraint au départ par l'armée, créant [une situation nouvelle profondément contradictoire](#), il vaut la peine de revenir sur la dynamique populaire et révolutionnaire qui a rendu possible cette destitution. En effet, le 30 juin a constitué une journée de mobilisation historique en Égypte. Selon les médias égyptiens, ce ne sont pas moins de 17 millions de personnes qui ont manifesté pour demander la destitution du Président. Ces manifestations s'inscrivent dans la foulée d'une campagne baptisée « Tamarod » (« rébellion »), dont les initiateurs affirment avoir récolté 22 millions de signatures demandant le départ de Mohammad Morsi et l'organisation de nouvelles élections.

Si les manifestations et la campagne Tamarod se focalisent sur la personne de Mohammad Morsi, on comprend leur succès en mesurant à quel point l'Égypte post-Moubarak n'a pas cessé de lutter, quand bien même la plupart de ces mobilisations étaient moins visibles que les manifestations de masse du 30 juin. Le type de mobilisations de ces derniers mois et les mots d'ordre des manifestations du 30 juin, qui ne se résumaient pas au départ de Morsi mais qui incluaient également des revendications de justice sociale, confirment que les causes profondes du soulèvement de 2011 sont toujours bien présentes.

Grèves historiques

Selon un [récent rapport](#) publié par l'International Development Center (IDC), 5.544 manifestations ont eu lieu en Égypte durant les cinq premiers mois de l'année 2013. Les chiffres des mois de mars, avril et mai (respectivement 1.354, 1.462 et 1.300 manifestations) font de l'Égypte, selon l'IDC, le pays qui enregistre le plus de mobilisations au monde. Nouvel indicateur, s'il en était besoin, du caractère inachevé (et toujours en cours) du processus révolutionnaire égyptien.

Les deux tiers de ces manifestations concernent des questions économiques et sociales, qu'il s'agisse de protestations contre l'augmentation du coût de la vie, les coupures d'électricité ou la mauvaise qualité des services sociaux, ou des nombreuses grèves et manifestations de salariés du public et du privé, qui revendiquent notamment des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, le départ de patrons, d'administrateurs autoritaires et/ou proches de l'ancien régime.

Ces grèves et manifestations, peu relayées par la presse internationale, montrent que l'Égypte post-Moubarak est loin d'être rentrée dans le rang, et que la chape de plomb soulevée en janvier 2011 n'est pas retombée. L'année 2013 s'annonce déjà comme une année record en termes de mobilisations : les [3.400 mobilisations](#) autour de questions économiques et sociales enregistrées en 2012 sont déjà dépassées, qui constituaient déjà un plus haut historique.

Les grèves sont souvent massives et contribuent très largement à paralyser l'appareil de production égyptien, contraignant les autorités et les représentants du secteur privé à réagir, parfois par la force, souvent par la négociation. Elles ont lieu dans l'ensemble des grandes villes d'Égypte, au premier rang desquelles Le Caire et Alexandrie, mais également Suez, Port-Saïd, Mansourah ou al-Mahallah al-Koubra, qui abritent des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur industriel.

On pourra ainsi citer, à titre d'exemple, la mobilisation historique des dockers du Port de Sokhna, sur le Canal de Suez, en février dernier. 1.200 salariés ont complètement cessé le travail durant 16 jours, occupant le port et paralysant totalement les entrées et sortie de marchandises. Ils revendiquaient notamment l'obtention de réels contrats de travail, la fin de la période d'essai de 3 mois au cours de laquelle ils pouvaient être licenciés sans motif, ou encore des indemnités pour les salariés blessés au travail. Ils ont en grande partie obtenu gain de cause, suite à une médiation

gouvernementale, avec des pertes estimées à [192 millions de livres égyptiennes](#) (plus de 20 millions d'euros).

Autre exemple significatif, la grève des conducteurs de train de l'Egypt National Railway (ENR), menée en avril dernier pour obtenir notamment des [augmentations de salaires et des congés payés](#). Cette grève, massive et menée à l'échelle nationale pour la première fois depuis 1986, a duré deux jours et s'est achevée dans la confusion, avec des promesses faites par les autorités après avoir tenté de contraindre les conducteurs à travailler [en les enrôlant de force dans l'armée](#), déclenchant un [véritable tollé](#) du côté des syndicats.

« Le gouvernement ne peut plus contrôler les travailleurs »

Comme sous le régime de Moubarak, le gouvernement s'implique directement dans la résolution des conflits sociaux, y compris dans le secteur privé, leur donnant immédiatement une coloration politique. Mais l'intégration des dirigeants syndicaux à l'appareil d'État via le syndicat officiel, l'Egyptian Trade Unions Federation (ETUF), héritage du Nassérisme, a fait long feu, avec la constitution de plus de 1.000 syndicats indépendants au cours des deux dernières années, regroupés notamment dans l'Egyptian Federation of Independent Trade Unions (EFITU) et l'Egyptian Democratic Labor Conference (EDLC), qui revendiquent plus de 2 millions de membres.

Pour Mohammad Abdeen, cadre de l'EFITU au Caire, [interviewé lors de la grève des dockers de Sokhna](#), « la capacité du gouvernement à contrôler les travailleurs s'est terminée avec [la chute de] Moubarak. Cela n'existe plus. Vous ne pouvez plus les contrôler ». Les conflits au sein de l'ETUF se multiplient, [le nouveau pouvoir tentant d'y asseoir son contrôle](#), et de plus en plus de voix se font entendre au sein du « syndicat d'État ». Elles revendiquent une prise d'autonomie vis-à-vis des autorités, *a fortiori* après la « déclaration constitutionnelle » de novembre dernier élargissant considérablement les pouvoirs du Président Morsi, largement contestée par le mouvement syndical avant d'être retirée.

L'extrême politisation des questions économiques et sociales, produit du mode de gestion néo-patrimonial et étatisé du capitalisme égyptien, s'était déjà vérifiée en 2011, avec le rôle décisif des grèves et des manifestations ouvrières dans la chute de Moubarak. Le régime en avait d'ailleurs largement conscience, et avait tenté de se sauver en annonçant le 7 février (soit quatre jours avant le départ de Moubarak) une augmentation de 15% des salaires et pensions des salariés du secteur public [1]. La place occupée par les syndicats indépendants et par les divers collectifs de travailleurs dans les mobilisations de la fin de l'année 2012 contre l'extension des pouvoirs de Mohammad Morsi (comme à [al-Mahallah al-Koubra](#)) montrent que la dimension économique et sociale du processus révolutionnaire égyptien demeure essentielle. Le régime ne s'y est pas trompé, tentant par divers moyens de [réprimer les mobilisations sociales et leurs dirigeants](#).

La campagne Tamarod s'inscrit dans la continuité de ces mobilisations sociales : l'appel qui a été signé par des millions d'Égyptiens ne fait en effet absolument pas référence à des questions religieuses et ne dénonce aucunement, contrairement à ce que laissent entendre les médias occidentaux, une quelconque « islamisation de la société égyptienne ». Le texte affirme ce qui suit : « *Nous vous rejetons car la sécurité n'a pas été rétablie, car les plus pauvres sont toujours ignorés, car nous sommes toujours en train de mendier des prêts à l'extérieur, car aucune justice n'a été rendue pour les martyrs, car notre dignité et celle de notre pays n'ont pas été restaurées, car l'économie s'est effondrée et repose sur la mendicité, car l'Égypte continue de marcher dans les pas des États-Unis* ».

On comprend dès lors pourquoi l'armée égyptienne, qui avait l'an passé accepté de partager une partie du pouvoir avec les Frères Musulmans malgré des conflits récurrents, se positionne aujourd'hui clairement en opposition à Mohammad Morsi. Le Président et son gouvernement ont été incapables de mettre au pas la contestation durant ces derniers mois, approfondissant une situation d'instabilité politique et surtout économique qui ne sied guère à l'armée qui contrôle, rappelons-le, plus d'un tiers des richesses égyptiennes. L'armée considère que les Frères Musulmans ont fait la démonstration qu'ils étaient incapables de stabiliser le pays, et qu'elle doit donc s'employer elle-même à restaurer le calme et à mettre un coup d'arrêt à un processus révolutionnaire qui pourrait lui faire perdre une part significative de son influence politique et économique.

Un processus révolutionnaire qui se poursuit

En Égypte, comme en Tunisie, la situation est donc loin d'être stabilisée. L'accession au pouvoir de courants politiques qui adhèrent aux thèses néolibérales et privilégient les rapprochements avec les États-Unis, dont ils partagent notamment les options économiques, n'a pas fait reculer les mobilisations, bien au contraire. Et c'est précisément parce que ces courants sont incapables de répondre aux enjeux de la crise socio-économique qui a généré les soulèvements que leur légitimité est, à peine plus d'un an après leur accession au pouvoir, déjà érodée. Produits d'une crise qu'ils ne peuvent résoudre, les « nouveaux régimes » sont confrontés à des luttes sociales d'ampleur qui témoignent d'un bouillonnement typique de processus révolutionnaires loin d'être achevés malgré leur absence de continuité visible.

Les processus révolutionnaires posent en effet la question de la temporalité du changement, et invitent à se débarrasser de toute conception graduelle, ou linéaire, du temps politique. *« On ne saurait se représenter la révolution elle-même sous forme d'un acte unique: la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes »*¹. La révolution ne peut se résumer à un « grand soir », au cours duquel l'ancien s'écroulerait soudain et le nouveau le remplacerait : elle est un processus qui s'inscrit dans la durée, au sein duquel se succèdent, parfois de manière très rapprochée, le flux et le reflux, les avancées et les reculs, le calme et la tempête. *« Les révolutions ont leur propre tempo, scandé d'accélération et de ralentissements. Elles ont aussi leur géométrie propre, où la ligne droite se brise dans les bifurcations et les tournants brusques »*².

Si nul ne peut pronostiquer les développements à venir en Égypte et, plus généralement, dans le monde arabe, force est de constater, et la journée du 30 juin l'a confirmé, que nous n'en sommes qu'au début d'un long processus dont les causes sont profondes et dont les problématiques ne peuvent être résolues par un simple changement d'élite au pouvoir. L'irruption sur la scène politique de millions de jeunes, de femmes, de travailleurs, qui refusent la fatalité et se pensent comme les premiers sujets de leur histoire, a représenté un saut qualitatif majeur. Comme le résume Maha Abdelrahman, de l'Université de Cambridge, citée par Gilbert Achcar dans la conclusion de son récent ouvrage consacré au soulèvement arabe³ : *« Sans mesure pour résoudre leurs injustices vécues, leurs revendications longtemps ignorées et leurs conditions de vie en détérioration permanente, il est difficile d'imaginer comment ces millions pourraient être convaincus de revenir chez eux et d'abandonner leur lutte pour la justice, tant politique qu'économique »*.

Le 2 juillet 2013.

peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Lénine, *Que Faire ?* V°, c)
2. ↑ Daniel Bensaïd, « Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! Lénine et la politique », in Daniel Bensaïd, *La politique comme art stratégique*, Paris, Syllepse, 2011.
3. ↑ Gilbert Achcar, *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Sindbad Actes Sud, février 2013.